

## Urban History Review

**Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson, dir.**  
***La gouvernance montréalaise : de la ville-frontière à la métropole.*** Montréal : Multimondes, 2014, 182 p., coll.  
« Cahiers de l'Institut du patrimoine de l'UQAM »

Giselle Giral

---

Environmental Nuisances and Political  
Contestation in Canadian Cities  
Volume 44, numéro 1-2, fall 2015, spring 2016

URI : [id.erudit.org/iderudit/1037245ar](http://id.erudit.org/iderudit/1037245ar)  
<https://doi.org/10.7202/1037245ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN 0703-0428 (imprimé)  
1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Giral, G. (2015). Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson, dir. *La gouvernance montréalaise : de la ville-frontière à la métropole*. Montréal : Multimondes, 2014, 182 p., coll. « Cahiers de l'Institut du patrimoine de l'UQAM ». *Urban History Review*, 44(1-2), 83–84. <https://doi.org/10.7202/1037245ar>  
All Rights Reserved © Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

---



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

rues Sainte-Catherine et Saint-Laurent, non loin des Habitations Jeanne-Mance. Plusieurs auteurs reviennent sur la parenté de ces deux ensembles urbains. Si le rôle de Place des Arts dans la rénovation urbaine est bien connu, celui dans l'« assainissement » de l'image de la ville l'est moins.

Dans nos sociétés où savoir et patrimoine ont connu un essor sans précédent depuis quelques décennies, la commémoration offre souvent l'occasion de faire avancer et de diffuser la connaissance, en étant prétexte à expositions, colloques et publications. Dans l'avant-propos de l'ouvrage, Claude Corboz, à l'origine de la collaboration entre Place des Arts et l'UQÀM, une institution dont il fut le recteur et qui se distingue depuis sa fondation entre autres par son important secteur des arts, vante les mérites d'un tel partenariat entre université et organisme extérieur sur le plan de la formation et de la recherche. Bien que conscient du scepticisme que peut susciter une telle alliance, Corboz n'explore pas les pièges qui guettent les professeurs chercheurs dans une telle aventure: le discours de circonstance. Heureusement, les vastes synthèses qui n'ajoutent rien à la connaissance, ni à la réflexion, font exception ici. La majorité des contributions sont le fruit ou l'amorce de recherches fouillées, sinon problématisées, ou encore elles apportent de précieux témoignages. Certains des auteurs ont été des acteurs clés du réaménagement urbain amorcé dans les années 1980, notamment l'historienne de l'art Louise Letocha qui fut directrice du MAC alors qu'était préparé le transfert du musée au centre-ville, ou encore l'architecte Clément Demers, important maître d'oeuvre de la revitalisation des quartiers centraux de la ville, dont celui des spectacles. Une chose est certaine, les textes réussissent à très bien saisir le moment charnière que révèle l'inauguration de la Grande salle et celle des théâtres quelque années plus tard, alors que l'offre de spectacles se transforme, que les jeunes bousculent les poncifs culturels, que le théâtre en français s'affirme, que l'État s'implique afin de soutenir la création artistique et assurer la démocratisation de la culture, sur fond de vives tensions sociales et politiques, comme le souligne Louise Poissant dans son introduction. Pour autant que ce fût nécessaire, ils nous convainquent de plus de la vitalité de Place des Arts, lieu et institution culturelle majeurs.

France Vanlaethem  
École de design  
UQÀM

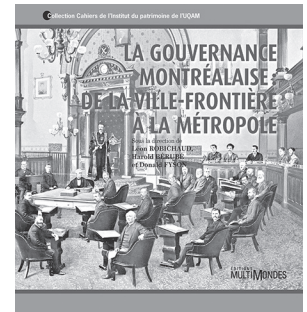
---

**Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson, dir.**  
***La gouvernance montréalaise: de la ville-frontière à la métropole.*** Montréal: Multimondes, 2014, 182 p., coll. « Cahiers de l'Institut du patrimoine de l'UQAM ».

Cet ouvrage collectif, sous la direction de Léon Robichaud, Harold Bérubé et Donald Fyson et appuyé par le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal (LHPM), le réseau Villes Régions Monde (VRM) et le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), est le résultat d'une journée d'étude tenue à l'UQÀM (Montréal) en 2012. À l'occasion du 370<sup>e</sup> anniversaire

de la fondation de Ville-Marie, des chercheurs se sont rassemblés pour discuter de gouvernance, un concept faisant l'objet de multiples débats académiques. Ce livre, qui réunit neuf contributions de chercheurs spécialistes de l'histoire, de la politique et de l'urbanisme montréalais, examine « les pratiques et les mécanismes de gouverner, d'administrer [et] de gérer » (p. 2) la ville et la région de Montréal depuis quatre siècles. Le découpage temporel employé met en lumière l'évolution des rapports de pouvoir et des enjeux.

Léon Robichaud se penche tout d'abord sur la période de la gouvernance judiciaire (1642-1840). Son survol historique de la gouvernance de Montréal sous le Régime français permet de saisir le contexte de formation de la ville. Il analyse de nombreuses ordonnances de police – base de l'administration civile coloniale – visant à maintenir la tranquillité et le bien-être des habitants. Donald Fyson traite, quant à lui, de la gouvernance municipale avant l'incorporation de la ville de Montréal. Adoptant une vision élargie de la gouvernance municipale ne se résumant pas à l'activité d'une corporation municipale, il constate la très grande diversité des instances étatiques locales entre 1760 et 1840 et ainsi le morcellement des structures de gouvernance. Le rôle des juges de paix est, selon lui, un indicateur clé de l'évolution de la gouvernance municipale avant et après l'incorporation.



La période allant de l'incorporation de la ville à la Première Guerre mondiale (1840-1914) est abordée sous l'angle de la matérialité par Michèle Dagenais. Elle propose d'éclaircir le processus de changement du mode de gouvernement local en analysant la mise en place des réseaux d'eau potable et d'eaux usées, des services qui ont joué un rôle essentiel dans la structuration des rapports sociaux et politiques. Son approche préconise l'historicisation des pratiques et des rationalités des autorités municipales afin d'expliquer les mutations de la gouvernance montréalaise. Par ailleurs, Nicolas Kenny situe le cas montréalais dans l'historiographie des liens entre le corps et l'environnement urbain dans les villes occidentales au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Il souligne l'importance des expériences sensorielles concrètes (les odeurs dégoûtantes par exemple) pour les acteurs de la scène municipale. Ainsi, le corps apparaît comme un élément central des enjeux liés à la gouvernance, car « gouverner pour le corps suppose aussi de gouverner par le corps » (p. 69). Raphaël Fischler, quant à lui, se penche sur l'émergence du zonage à Montréal. Il présente une série de règlements concernant la construction et l'utilisation du sol mis en place entre 1841 et 1913. Selon lui, « la réglementation du développement urbain est un prisme à travers lequel on peut examiner la fonction municipale dans son ensemble, voire la régulation sociale d'une société » (p. 73). L'élaboration des règlements de zonage dans la ville industrielle rend compte de la répartition

des pouvoirs, de la création de nouveaux savoirs et de la relation entre la population et les élus. Fischler montre que pendant longtemps, une forme d'urbanisme de la réglementation (normes pour l'action individuelle) a dominé sur l'urbanisme de planification (objectifs pour l'action collective) dans la pratique montréalaise.

La période 1914-1960, où Montréal et ses banlieues dominent la scène nationale, est marquée par des critiques de corruption de l'administration montréalaise. Si Nicolas Kenny aborde le nettoyage matériel de la ville, Mathieu Lapointe se penche sur un nettoyage plus subtil, celui des mœurs. Tâchant de combler les lacunes de l'historiographie sur les enjeux de moralité, Lapointe met de l'avant la question de la prostitution pour montrer « comment la gestion d'un 'problème' urbain a été intimement liée à l'histoire politique de la ville [et] à l'évolution des mentalités et de la politique québécoise durant cette période » (p. 86). La question du vice commercialisé apparaît liée aux lacunes de la démocratie municipale. De son côté, Harold Bérubé s'intéresse aux banlieues, négligées dans l'historiographie de l'histoire urbaine, dans le but de mieux les intégrer à l'histoire politique de Montréal. Il étudie l'action politique des banlieues, leur autonomie et leur mode de gouvernance particulier et met l'accent sur la création de la Commission métropolitaine de Montréal en 1921, un jalon important de l'histoire de la gouvernance métropolitaine montréalaise.

Depuis 1960, la désindustrialisation, l'étalement urbain et l'impact du redéveloppement sur le bâti sont des enjeux de la gouvernance. Bérubé suggère, dans un deuxième texte, que la question de la gouvernance montréalaise réapparaît à ce moment, notamment par une multiplicité de nouvelles études, dans le contexte d'une « révolution métropolitaine » à l'échelle du continent. S'intéressant à la dimension politique de cette révolution, Bérubé plaide pour une meilleure historicisation de la gouvernance métropolitaine montréalaise. Enfin, Gérard Beaudet s'intéresse aux années 1970, durant lesquelles l'attention portée à la protection du patrimoine bâti hors des centres historiques s'est accrue significativement en réaction aux rénovations urbaines indifférentes « aux qualités des voisinages » (p. 119). La mobilisation citoyenne a joué un rôle clé selon lui dans la révision des façons de faire des urbanistes et des décideurs. Ces mouvements en faveur du patrimoine architectural et urbain ont refaçonné à leur tour la gouvernance municipale montréalaise.

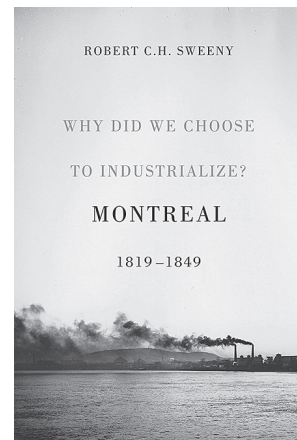
Cet ouvrage soigné fait une bonne synthèse des connaissances et identifie quelques secteurs toujours en friche. Il s'avère d'une importance réelle pour le « renouvellement d'une histoire politique qui élargit ses objets d'étude et qui intègre des perspectives interdisciplinaires » (p. 1). Il saura nourrir et stimuler les discussions sur la gouvernance de la ville et de la région de Montréal, les enjeux de pouvoir et les limites de la démocratie.

Giselle Giral

Candidate au doctorat en histoire, Université Laval

**Robert Sweeny, *Why Did We Choose to Industrialize: Montreal, 1819–1849*. Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 2015. 456 pp.**

At first glance, *Why Did We Choose to Industrialize* is a book about Montreal and Lower Canada's transformation from an ancien regime society to an industrial, liberal and capitalist society. Robert Sweeny examines the relationship between town and country, the processes of social change and the tension between advocates of a moral economy of a liberal economy. On the merits of this alone, *Why Did We Choose to Industrialize* makes an important contribution



to the historiography of urbanization in Early Canada and, more broadly speaking, of the transition to capitalism. There is, however, a second and equally important layer to this work. *Why Did We Choose to Industrialize* is a compelling testament to meticulous archival research and active history. It is a book about an historian's career, about a craft and a vocation. Sweeny writes eloquently about moments over the course of his career when a close reading of a body of archival documents- often notarial records- awarded him a fresh perspective on the processes of social and economic change in Montreal and, to a lesser degree, Newfoundland. He leads us from his earliest works as a founding member of the Montreal Business History Project- a collective undertaking by a group of politically engaged social historians working in the late 1970s- to the periodic re-thinking of his approach to the historian's craft spurred on by the cultural turn, the emergence of gender history, post-colonial theory and technological developments in the field of digital mapping.

This act of piecing together an interpretation of the past through archival documents is one that Sweeny urges historians to engage in with a critical eye. Throughout *Why Did We Choose to Industrialize*, he outlines a variety of moments when re-thinking historical sources- grappling with how they were produced and what their authors aimed to do by producing them- led him towards new perspectives on the processes of historical change. Sweeny credits this approach to archival work with allowing him the opportunity to complicate some of the conventional assumptions around the narrative of the transition in colonial cities. Amidst a historiography shaped by sweeping assumptions about the transition, Sweeny demonstrates how notarial records provided fresh insights into the relationships between banks, artisans and merchants that demonstrated the weaknesses in the Staples Thesis. Years spent working on digital mapping, meanwhile, prompted Sweeny to challenge the notion that industrialization and the transition to capitalism created an urban landscape marked by social segregation. The complexity of the trail of archival sources uncovered by Sweeny suggests